**Province de Québec
MRC de D'Au-tray
Municipalité de Saint-Didace**

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Didace, tenue à 19 h 30, le 10 septembre 2018, en salle du sous-sol de l'école Germain-Caron située au 490, rue Principale, à Saint-Didace.

À laquelle sont présents les membres du conseil :
Monsieur Yves Germain, maire
Madame Élisabeth Prud'homme, conseillère au siège #2
Madame Jocelyne Bouchard, conseillère au siège #3
Madame Jocelyne Calvé, conseillère au siège #4
Monsieur Jacques Martin, conseiller au siège #5
Monsieur Pierre Brunelle, conseiller au siège #6

Ouverture de la séance

Le quorum étant atteint, la séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence du maire, Yves Germain et en présence de la directrice générale et secrétaire-trésorière, Chantale Dufort, qui agit à titre de secrétaire de la séance.

2018-09-175

Lecture et adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par monsieur le conseiller Pierre Brunelle, appuyé par madame la conseillère Élisabeth Prud'homme et résolu:

QUE l'ordre du jour soit adopté comme suit :

- 1. OUVERTURE DE LA SÉANCE**
- 2. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**
- 3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL**
- 4. ADMINISTRATION GÉNÉRALE**
 - 4.1 Adjudication de contrat (projet mairie)
 - 4.2 Travaux en gestion (projet mairie)
 - 4.3 Demande de l'assureur (projet mairie)
 - 4.4 Avis de motion – projet de règlement 331-2018
 - 4.5 Dépôt du projet de règlement 331-2018
 - 4.6 Répondant en matière d'accommodement
- 5. FINANCE**
 - 5.1 Adoption des comptes
- 6. SÉCURITÉ PUBLIQUE**
- 7. TRANSPORT ET VOIRIE**
 - 7.1 Avis de motion – projet de règlement 332-2018
 - 7.2 Dépôt du projet de règlement 332-2018
 - 7.3 Nomination ingénieur expert (dossier rue Principale)
- 8. HYGIÈNE DU MILIEU ET ENVIRONNEMENT**
 - 8.1 Programme de reboisement social 2018 (arbre-évolution)
- 9. SANTÉ ET BIEN-ÊTRE**
- 10. AMÉNAGEMENT ET URBANISME**
 - 10.1 Dérogation mineure : 2060 chemin du Lac Rouge
 - 10.2 Avis de motion – projet de règlement 333-2018
 - 10.3 Dépôt du projet de règlement 333-2018
 - 10.4 Avis de motion – Projet de règlement 309-1-2018
 - 10.5 Dépôt du projet de règlement 309-1-2018
- 11. LOISIRS ET CULTURE**
 - 11.1 Activité inauguration Sentiers équestres
 - 11.2 Journée de la culture
- 12. VARIA**
- 13. COMMUNICATION DU CONSEIL**
- 14. PÉRIODE DE QUESTIONS**

15. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Adopté à l'unanimité

2018-09-176 Adoption du procès-verbal

Il est proposé par monsieur le conseiller Jacques Martin, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Calvé et résolu que le procès-verbal de la séance ordinaire du 13 août 2018 soit adopté tel que présenté.

Adopté à l'unanimité

2018-09-177 Adjudication de contrat (projet mairie)

CONSIDÉRANT l'appel d'offres lancé sur SEAO le 9 août 2018 (numéro d'avis A172693) pour la « Rénovation Mairie St-Didace » conditionnelle à l'approbation du règlement d'emprunt 330-2018 par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation de territoire (MAMOT);

CONSIDÉRANT que suite à l'analyse par M. Richard L. Gravel, architecte des trois soumissions déposées soit : Construction Julien Dalpé inc. à 195 916,58 \$, Les Entreprises Philippe Denis inc. à 212 500,00 \$ et Gilles Malo à 225 385,00 \$;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par madame la conseillère Élisabeth Prud'homme, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Calvé, et résolu

QUE le contrat soit adjugé plus bas soumissionnaire conforme, soit Construction Julien Dalpé, au montant 195 916,58 \$ (taxe en sus), tel que recommandé par M. Richard L. Gravel, architecte, en date du 4 septembre 2018;

QUE le maire, Yves Germain, et la directrice générale, Chantale Dufort, soient autorisés à signer, pour et au nom de la Municipalité, tous documents nécessaires à la réalisation du projet avec le contractant.

Adopté à l'unanimité

2018-09-178 Travaux en gestion (projet mairie)

CONSIDÉRANT qu'en plus du contrat à l'entrepreneur général pour le réaménagement et la rénovation de la mairie, suite à sa décontamination, le projet nécessite des travaux supplémentaires à ajouter au contrat de construction accordé à Construction Julien Dalpé inc.;

CONSIDÉRANT que ces travaux seront sous la gestion de M. Richard L. Gravel, architecte, tel que recommandé en date du 4 septembre 2018;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard, appuyé par madame la conseillère Élisabeth Prud'homme, et résolu

QUE les dépenses (prix avant les taxes) suivantes soient autorisées, à même le règlement 330-2018 dès son approbation :

1. Les travaux d'électricité sont confiés à Yvon St-Georges inc. au montant de 23 865,00 \$;
2. L'achat d'une génératrice au propane chez Équipement Moderne Inc. au montant de 7 740,00 \$ (branchement électrique inclus);
3. L'installation d'une base de béton et l'achat de propane pour la génératrice par la Municipalité au montant de 1 500,00 \$ (allocation);
4. L'achat d'un échangeur d'air (Bibloc) par la Municipalité au montant de 7 000,00 \$ (allocation) (branchement électrique inclus);
5. Le raccordement extérieur et le raccordement sous-œuvre en gérance au montant de 7 500,00 \$ (allocation);

6. L'aménagement et asphaltage par la Municipalité au montant de 8 000,00 \$ (allocation);
7. Les contingents et les conditions d'hivers au montant de 5 000,00 \$ (allocation).

D' accorder à M. Richard L. Gravel, architecte, en plus du prix fixe de surveillance du chantier, des frais de gestion de 10% pour la coordination des travaux;

QUE le maire, Yves Germain, et la directrice générale, Chantale Dufort, soient autorisés à effectuer les paiements et à signer, pour et au nom de la municipalité, tous documents nécessaires à la réalisation du projet avec l'architecte.

Adopté à l'unanimité

2018-09-179 **Demande de l'assureur (projet mairie)**

CONSIDÉRANT le contrat de réaménagement et rénovation de la mairie adjugée à Construction Julien Dalpé inc.;

CONSIDÉRANT que la responsabilité des lieux lui est confié durant les travaux;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par monsieur le conseiller Jacques Martin, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Calvé, et résolu que ce conseil confirme que la protection assurance de la mairie, située au 380 rue Principale, est transférée à l'entrepreneur, Construction Julien Dalpé inc., pour la durée de son chantier, à compter de la date d'ouverture de celui-ci, jusqu'à la réception des travaux par la Municipalité. En conséquence la Mutuelle des Municipalités du Québec est libérée pour cette même période de l'assurance protection de l'immeuble en question.

Adopté à l'unanimité

2018-09-180 **Avis de motion – projet de règlement 331-2018**

AVIS DE MOTION est donné madame la conseillère Élisabeth Prud'homme à l'effet que ce conseil adoptera à une séance subséquente un règlement numéro 331-2018, concernant le « *Code d'éthique et de déontologie des employées municipaux de la Municipalité de Saint-Didace* » qui remplace et abroge le règlement 276-2012-03 et ses amendements, afin de respecter l'obligation pour les municipalités d'établir des règles « d'après-mandat », selon l'article 16.1 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*.

Dépôt **Projet de règlement 331-2018**

CONSIDÉRANT que le conseil a pu prendre connaissance du projet de règlement 331-2018 avant la présente séance;

CONSIDÉRANT que copie du projet de règlement a été mis à la disposition du public avant le début de la séance;

EN CONSÉQUENCE, le dépôt du projet de règlement 331-2018 est donné par madame la conseillère Élisabeth Prud'homme.

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 331-2018

**CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX
DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-DIDACE**

ATTENDU QUE la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, sanctionnée le 2 décembre 2010, crée l'obligation pour toutes les municipalités locales d'adopter un code d'éthique et de déontologie qui énonce les principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique et les règles qui doivent guider la conduite des employés ;

ATTENDU QUE la Loi prévoit à l'article 17 que le code doit reproduire, en faisant les adaptations nécessaires, l'article 19 à l'effet qu'un manquement à une règle prévue au code par un employé peut entraîner, sur décision de la Municipalité et dans le respect du contrat de travail, l'application de toute sanction appropriée à la nature et à la gravité du manquement ;

ATTENDU QUE le projet de loi 155 sanctionné le 19 avril 2018 modifie l'article 16.1 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* pour prévoir, dans le *Code d'éthique et de déontologie des employés municipaux*, des règles « *d'après-mandat* » ;

ATTENDU QUE ces nouvelles règles entrent en vigueur à compter du 19 octobre 2018 ;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 18 de ladite Loi, l'adoption du code d'éthique et de déontologie est faite par un règlement ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné à une séance régulière du conseil tenue le 10 septembre 2018;

ATTENDU QUE l'adoption a été précédée de la présentation et du dépôt d'un projet de règlement en date du 10 septembre 2018 ainsi que d'une consultation des employés sur le projet de règlement qui s'est tenue le (insérer la date) ;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 12 de ladite Loi, un avis public contenant un résumé du projet de règlement a été publié le (insérer la date) ;

ATTENDU QUE le conseil juge opportun, essentiel et d'intérêt public de se conformer aux exigences de la Loi par l'adoption du Code d'éthique et de déontologie des employés de la Municipalité ;

EN CONSÉQUENCE,
Il est proposé par _____, appuyé par _____, et unanimement résolu :

QUE le présent règlement, portant le numéro 331-2018 intitulé « *Code d'éthique et de déontologie des employés municipaux de la municipalité de Saint-Didace* » soit adopté et qu'il décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 - OBJET

Le présent « Code d'éthique et de déontologie des employés municipaux de la Municipalité de Saint-Didace » est adopté en vertu des articles 2, 16 et 18 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (L.R.Q, c. E-15.1.0.1)*.

L'annexe A est annexée au présent règlement pour en faire partie intégrante.

ARTICLE 3 - PRISE DE CONNAISSANCE DU CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

Un exemplaire du code d'éthique et de déontologie est remis à chaque employé de la Municipalité. L'employé doit attester au directeur général, sur le formulaire prévu à cet effet, en avoir reçu copie et pris connaissance dans un délai de dix (10) jours suivant sa réception.

Le maire en reçoit l'attestation du directeur général secrétaire-trésorier.

Une copie de l'attestation est versée au dossier de l'employé.

ARTICLE 4 - ANNULATION DE RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement remplace et abroge le règlement 276-2012-03, concernant le « *code d'éthique et de déontologie des employés municipaux de la municipalité de Saint-Didace* », et tous autres règlements antérieurs, portant sur ce sujet.

ARTICLE 5 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

2018-09-181

Répondant en matière d'accommodement

CONSIDÉRANT les nouvelles obligations des municipalités en lien avec la *Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État*;

CONSIDÉRANT que cette loi vise à encadrer les demandes d'accommodements pour un motif religieux;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard, appuyé par monsieur le conseiller Jacques Martin et résolu que le conseil municipal prenne les moyens nécessaires pour assurer le respect des mesures de la loi en désignant Chantale Dufort, directrice générale, en tant que répondante en matière d'accommodement.

Adopté à l'unanimité

2018-09-182

Adoption des comptes

Il est proposé par madame la conseillère Élisabeth Prud'homme, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Calvé et résolu que la liste des factures courantes, totalisant 85 110.15 \$, soit approuvée et que le maire et la secrétaire-trésorière soient autorisés à effectuer les paiements. De plus, le conseil accepte le rapport des salaires du 10 août au 6 septembre 2018 totalisant la somme de 19 258.60 \$.

Adopté à l'unanimité

2018-09-183 Avis de motion – projet de règlement 332-2018

AVIS DE MOTION est donné monsieur le conseiller Pierre Brunelle à l'effet que ce conseil adoptera à une séance subséquente un règlement numéro 332-2018, intitulé « *Règlement pour permettre la circulation des véhicules hors route sur certains chemins municipaux* » qui remplace et abroge le règlement 177-2001-07 et ses amendements. Afin de clarifier les droits d'accès pour les véhicules tout-terrain (V.T.T.) sur les voies de circulation public.

Dépôt Projet de règlement 332-2018

CONSIDÉRANT que le conseil a pu prendre connaissance du projet de règlement 332-2018 avant la présente séance;

CONSIDÉRANT que copie du projet de règlement a été mis à la disposition du public avant le début de la séance;

EN CONSÉQUENCE, le dépôt du projet de règlement 332-2108 est donné par monsieur le conseiller Pierre Brunelle.

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 332-2018

RÈGLEMENT POUR PERMETTRE LA CIRCULATION DES VÉHICULES HORS ROUTE SUR CERTAINS CHEMINS MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT que la « *Loi sur les véhicules hors route* » (L.R.Q., c. V-1.2) établit les règles relatives aux utilisateurs des véhicules hors route, en déterminant les règles de circulation applicables aux véhicules hors route et autorisant la circulation sous réserve de conditions, etc.

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 626, par. 14 du *Code de la sécurité routière* (L.R.Q. c. C-24.2), une municipalité locale peut, par règlement, permettre la circulation des véhicules hors route sur tout ou partie d'un chemin, aux conditions qu'elle détermine;

CONSIDÉRANT que le Club motoneige Saint-Charles-de-Mandeville inc. nécessite l'autorisation de la municipalité de Saint-Didace pour circuler sur certains chemins municipaux, à défaut de pouvoir circuler sur des terrains privés;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné à une séance régulière du conseil tenue le 10 septembre 2018;

CONSIDÉRANT que l'adoption a été précédée de la présentation et du dépôt d'un projet de règlement en date du 10 septembre 2018;

EN CONSÉQUENCE, sur proposition de _____, appuyé par _____, il est résolu que ce Conseil adopte le règlement numéro 332-2018 et ledit Conseil ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit :

Article 1

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante à toutes fins que de droit.

Article 2

Le présent règlement a pour titre « Règlement pour permettre la circulation des véhicules hors route sur certains chemins municipaux et porte le numéro 332-2018 des règlements de la municipalité de la paroisse de Saint-Didace.

Article 3

L'objet du présent règlement vise à établir les règles de circulation des motoneiges sur certains chemins du territoire de la municipalité de Saint-Didace, le tout en conformité avec la *Loi sur les véhicules hors route*.

Article 4

Le présent règlement s'applique aux véhicules hors route suivants : les motoneiges dont la masse nette n'excède pas 450 kilogrammes et dont la largeur, équipement compris, n'excède pas 1,28 mètre.

Article 5

Tout véhicule visé à l'article 4 doit être muni de l'équipement requis en vertu de ladite *Loi sur les véhicules hors route*.

Article 6

La circulation des véhicules hors route visés à l'article 4, est interdite à moins de 30 mètres d'une habitation, d'une installation exploitée par un établissement de santé ou d'une aire réservée à la pratique d'activités culturelles, éducatives, récréatives ou sportives est interdite, sauf sur les chemins municipaux suivants, sur les longueurs prescrites suivantes :

- **Rue Principale**
 - du numéro civique 460, vers le sud-est, jusqu'à la rue du Pont, soit une distance de 150 mètres;
- **Rue du Pont**
 - de la rue Principale, vers le nord-est, sur une distance de 250 mètres;
- **Rue Allard**
 - sur toute sa longueur, soit une distance de 100 mètres;
- **Chemin du Lac-Lewis**
 - dans sa partie la plus au sud, vers le sud-ouest, sur une distance de 400 mètres;
- **Chemin du Lac-Thomas**
 - du numéro civique 1121, vers le sud-est, sur une distance de 900 mètres;
- **Chemin des Castors**
 - de la route 349, vers le sud-est, sur une distance de 1 200 mètres.

Article 7

L'autorisation de circuler accordée aux véhicules hors route visés, soit les motoneiges, sur les lieux déterminés par le présent règlement, n'est valide que pour la période allant du 1^{er} décembre au 15 mars de chaque année.

Article 8

L'autorisation consentie par le présent règlement n'est valide que si le Club Motoneige Saint-Charles-de-Mandeville inc. assure et veille au respect des dispositions de la Loi sur les véhicules hors route et du présent règlement, notamment :

- aménagement des sentiers qu'ils exploitent;
- signalisation adéquate et pertinente;
- entretien des sentiers

Séance ordinaire du 10 septembre 2018

- surveillance par l'entremise d'agents de surveillance des sentiers;
- souscription à une police d'assurance responsabilité civile d'au moins deux millions (2 000 000) de dollars dont la preuve est déposée à la Municipalité chaque année.

Article 9

Tout utilisateur et/ou conducteur de véhicule visé à l'article 4 doit se conformer aux obligations et règles édictées dans la *Loi sur les véhicules hors route*.

Article 10

La vitesse maximale d'une motoneige est de 20 km/h sur les lieux visés par le présent règlement dans le village (rues Principales et du Pont). Sur les autres lieux visés par le présent règlement, aux endroits où il y a des résidences, la limite de vitesse sera de 50 km/h et, aux endroits où il n'y a pas de résidence, la limite de vitesse de la *Loi sur les véhicules hors route* s'applique.

Article 11

Le conducteur d'un véhicule hors route visé à l'article 4 est tenu d'observer une signalisation conforme à la *Loi sur les véhicules hors route* et à ses règlements d'application et d'obéir aux ordres et signaux d'un agent de la paix ou d'un agent de surveillance de sentier chargé de diriger la circulation.

Article 12

Conformément à la *Loi sur les véhicules hors route*, les agents de surveillance de sentiers sont responsables de l'application du présent règlement avec tous les pouvoirs et devoirs.

Article 13

Toutes les dispositions pénales édictées dans la *Loi sur les véhicules hors route* sont applicables aux contrevenants des dispositions du présent règlement.

Article 14

Le présent règlement remplace et abroge le règlement 177-2001-04 intitulé « Règlement pour permettre la circulation des véhicules hors route sur certains chemins municipaux » et tous ses amendements.

Article 15

Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication, conformément à la Loi.

2018-09-184

Nomination ingénieur expert (dossier rue Principale)

CONSIDÉRANT l'apparition de fissures prématurées (dès janvier 2018) sur les travaux de réfection de la rue Principale exécutés à l'été 2017 par Jobert inc. sous la surveillance de François Thibodeau, ingénieur, aussi responsable de la confection des plans de construction;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard, appuyé par monsieur le conseiller Jacques Martin, et résolu que le conseil municipal de Saint-Didace mandate monsieur Stéphane Allard, ingénieur de la MRC d'Autray comme ingénieur expert dans le dossier d'évaluation des causes liées à ces fissures prématurées.

Adopté à l'unanimité

2018-09-185

Programme de reboisement social 2018 (arbre-évolution)

CONSIDÉRANT le dépôt d'une demande d'aide financière au Programme Arbre Évolution en septembre 2017;

CONSIDÉRANT que le programme offre la possibilité de faire du reboisement dans des lieux publics notamment au Parc du Barrage pour un aménagement supplémentaire dans la berge, au Parc Claude Archambault pour un aménagement d'arbres fruitiers et au 55 rue Du Pont pour l'aménagement d'un boisé derrière l'abri à sel pour un total de plus de 150 arbres;

CONSIDÉRANT que ce programme offre ainsi gratuitement les arbres entre 30 cm et 60cm, de l'expertise et de la planification;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Calvé, appuyé par monsieur le conseiller Jacques Martin, et résolu

D' autoriser une dépense de 1 500 \$ pour l'achat de matériaux tel que du compost, du paillis, des tuteurs ainsi que des arbres matures notamment au Parc Claude Archambault dans le cadre du dépôt d'une demande au Programme Arbre Évolution;

QUE la directrice générale, Chantale Dufort, soit autorisé à faire la dépense suite à l'approbation des plans par le conseil, financée par le fonds de parc, remboursable en un (1) an.

Adopté à l'unanimité

2018-09-186

Demande de dérogation mineure 2060 chemin du Lac Rouge

Identification du site concerné

Matricules : 2342-34-1619

Cadastre : 5 127 004, du cadastre de la Municipalité de Saint-Didace

Adresse : 2060, chemin du Lac rouge

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation mineure vise à construire une piscine creusée en cour avant d'un terrain riverain au Lac Rouge alors que les piscines ne sont autorisées qu'en cour arrière, le tout tel qu'indiqué à l'article 4.5.3.1 du règlement de zonage 069-1989-01;

CONSIDÉRANT qu' en conformité avec les prescriptions du règlement de dérogation mineures, cette demande a fait l'objet d'une publication en date du 30 juillet 2018 ainsi que dans le journal La Voix de Saint-Didace en date du 25 août 2018;

CONSIDÉRANT que le bâtiment principal est implanté à 1.16 mètres de la bande riveraine;

CONSIDÉRANT que la bande riveraine à une profondeur de 15 mètres dû à la présence d'un talus supérieur à 5 mètres;

CONSIDÉRANT que l'implantation projetée de la piscine limite la coupe d'arbre, l'espace proposé étant en parti déboisé;

CONSIDÉRANT la recommandation positive du Comité consultatif d'urbanisme, à sa réunion du 6 août 2018, pour la demande de dérogation mineure numéro 2018-0008;

CONSIDÉRANT que la parole est donnée aux personnes présentes à l'assemblée;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par monsieur le conseiller Pierre Brunelle, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Calvé et résolu que ce conseil accorde cette dérogation mineure pour la construction d'une piscine creusée en partie en cour latérale et avant à condition que le rejet des eaux usées de la piscine soit envoyé en cour avant, à l'opposé de la rive, telle que recommandée par le Comité consultatif d'urbanisme.

Adoptée à l'unanimité

2018-09-187

Avis de motion – projet de règlement 333-2018

AVIS DE MOTION est donné par madame la conseillère Jocelyne Calvé à l'effet que ce conseil adoptera à une séance subséquente un règlement omnibus numéro 333-2018 modifiant les règlements originaux numéro 064-1989-06 et 060-1989-02, intitulé respectivement « *Règlement administratif d'urbanisme* » et « *Règlement de zonage* », afin d'y inclure respectivement; de nouvelles normes actualisées de sanctions, pénalités et recours; de nouvelles définitions pour les termes « *cour avant* » et « *cour arrière* »; pour y ajouter les constructions de piscines dans les usages autorisés et une nouvelle définition pour le terme « *agrotouristique* » pour y être ajouté dans la section des usages permis dans la zone RC.

Dépôt

Projet de règlement 333-2018

CONSIDÉRANT que le conseil a pu prendre connaissance du projet de règlement 333-2018 avant la présente séance;

CONSIDÉRANT que copie du projet de règlement a été mis à la disposition du public avant le début de la séance;

EN CONSÉQUENCE, le dépôt projet de règlement 333-2018 est donné par madame la conseillère Jocelyne Calvé.

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 333-2018

**MODIFIANT LE RÈGLEMENT ADMINISTRATIF D'URBANISME 064-1989-06
ET LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 060-1989-02**

ATTENDU QUE les pouvoirs prévus à la *Loi sur l'Aménagement et l'Urbanisme* autorisent le conseil à adopter des règlements en matière d'administration des permis et certificats et de zonage;

ATTENDU QUE des précisions ont besoin d'être ajoutées à certaines dispositions;

ATTENDU QU'il est à propos et dans l'intérêt de l'ensemble des citoyens de la municipalité de Saint-Didace d'avoir des normes actualisées;

ATTENDU un avis de motion a été donné à une séance régulière du conseil tenue le 10 septembre 2018;

ATTENDU que l'adoption a été précédée de la présentation et du dépôt d'un projet de règlement en date du 10 septembre 2018;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par _____, appuyé par _____, et unanimement résolu :

QUE le présent règlement soit adopté et qu'il décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 OBJET DU RÈGLEMENT

Le présent règlement omnibus vise à modifier deux (2) règlements d'urbanisme de la municipalité de Saint-Didace.

**SECTION 1 MODIFICATION AU RÈGLEMENT ADMINISTRATIF
D'URBANISME 064-1989-06**

ARTICLE 3 SANCTIONS OU PÉNALITÉS

L'article 3.6.2 Sanctions ou pénalités est modifié et se lit comme suit :

3.6.2 SANCTIONS OU PÉNALITÉS

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible des peines d'amendes suivantes :

Pour une personne physique, une amende minimale de 100\$ et maximale de 1000\$ pour une première infraction avec, en sus, les frais, et une amende minimale de 200\$ et maximale de 2000\$ en cas de récidive avec, en sus, les frais.

Pour une personne morale, une amende minimale de 200\$ et maximale de 2000\$ pour une première infraction avec, en sus, les frais, et une amende minimale de 400\$ et maximale de 4000\$ en cas de récidive avec, en sus, les frais.

Lorsqu'une infraction au présent règlement a duré plus d'un jour, on compte autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou fractions de jours qu'elle a duré.

Est un récidiviste, quiconque a été déclaré coupable d'une infraction à la même disposition que celle pour laquelle la peine réclamée dans un délai de deux (2) ans de ladite déclaration de culpabilité.

ARTICLE 4 RECOURS

L'article 3.6.3 *Procédures judiciaires ou recours de droit civil* est modifié et se lit comme suit :

3.6.3 RECOURS

Les poursuites pénales pour sanctionner les infractions au présent règlement sont intentées en vertu du Code de procédure pénale du Québec et ses amendements. La Municipalité peut exercer, en sus des poursuites pénales prévues au présent règlement, tout autre recours civil qu'elle jugera approprié devant les tribunaux compétents, de façon à faire respecter le présent règlement et à en faire cesser toute contravention le cas échéant.

**SECTION 2 MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE ZONAGE
060-1989-02**

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Les définitions de *Cour arrière* et *Cour avant* de l'article 2.4 *Définitions des termes* sont modifiées et se lisent comme suit :

Cour avant : Espace généralement à ciel ouvert, situé à l'avant d'un bâtiment principal et délimité en fonction des caractéristiques du terrain sur lequel le bâtiment est érigé. La cour avant est délimitée par la ligne de rue, les lignes latérales du terrain et le prolongement latéral du ou des mur(s) de façade du bâtiment principal. Dans les cas d'un terrain d'angle ou lorsque le bâtiment est de forme irrégulière, la cour avant est calculée à partir du point le plus avancé à partir duquel une ligne parallèle à la ligne avant est tracée.

Cour arrière : Espace généralement à ciel ouvert, situé à l'arrière d'un bâtiment principal et délimité en fonction des caractéristiques du terrain sur lequel le bâtiment est érigé. La cour arrière est délimitée par la ou les ligne(s) arrière(s) du terrain, les lignes latérales du terrain et le prolongement latéral du ou des mur(s) arrière(s) du bâtiment principal. Dans les cas d'un terrain d'angle ou lorsque le bâtiment est de forme irrégulière, la cour avant est calculée à partir du point le plus avancé à partir duquel une ligne parallèle à la ligne avant est tracée.

ARTICLE 6 AGROTOUTISME

La définition d'agrotourisme est ajoutée à l'article 2.4 *Définition des termes* et elle se lit comme suit :

Agrotourisme : Usage de nature agricole qui comprend spécifiquement les activités de visite, d'interprétation et d'animation d'une exploitation agricole, l'hébergement à la ferme, la restauration et la vente de produits agroalimentaires.

ARTICLE 7 COURS LATÉRALES

Le neuvième (9ième) paragraphe du premier (1er) alinéa de l'article 4.5.2.1 *Constructions et usages autorisés dans les cours latérales* est modifié et se lit comme suit :

9. Les bâtiments et constructions complémentaires et les piscines.

ARTICLE 8 COURS ARRIÈRES

L'article 4.5.3.1 *Usages autorisés dans la cour arrière* est modifié et se lit comme suit :

4.5.3.1 USAGES AUTORISÉS DANS LA COUR ARRIÈRE

Sont autorisés toute construction, bâtiment ou usage complémentaire ainsi que les piscines.

ARTICLE 9 ZONE RC

L'article 9.3.1 *Usages permis* est modifié par l'ajout de l'usage suivant à la suite de *Usages à caractère public d'envergure locale* :

Agrotourisme

ARTICLE 10 ENTRÉE EN VIGUEUR

Ce règlement entre en vigueur conformément à la loi.

2018-09-188

Avis de motion – projet de règlement 309-1-2018

AVIS DE MOTION est donné madame la conseillère Élisabeth Prud'homme à l'effet que ce conseil adoptera à une séance subséquente un règlement numéro 309-1-2018 modifiant le règlement numéro 309-2016-08, intitulé « *Règlement sur les épandages de fertilisant* », afin d'y inclure une spécification sur les dates non permises d'épandage pendant les longs week-ends pour que le règlement soit applicable d'année en année.

Dépôt

Projet de règlement 309-1-2018

CONSIDÉRANT que le conseil a pu prendre connaissance du projet de règlement 309-1-2018 avant la présente séance;

CONSIDÉRANT que copie du projet de règlement a été mis à la disposition du public avant le début de la séance;

EN CONSÉQUENCE, le dépôt du projet de règlement 309-1-2018 est donné par madame la conseillère Élisabeth Prud'homme.

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 309-1-2018

**MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES ÉPANDAGES DE FERTILISSANT
309-2016-08**

ATTENDU que les pouvoirs prévus aux articles 52 de la *Loi sur les Compétences Municipales*;

ATTENDU que la villégiature constitue une utilisation importante du territoire municipal;

ATTENDU qu'il y a lieu de protéger cette utilisation le plus possible et particulièrement durant les longs week-ends;

ATTENDU un avis de motion a été donné à une séance régulière du conseil tenue le 10 septembre 2018;

ATTENDU que l'adoption a été précédée de la présentation et du dépôt d'un projet de règlement en date du 10 septembre 2018;

EN CONSÉQUENCE,
Il est proposé par _____, appuyé par _____, et
unanimentement résolu :

QUE le présent règlement soit adopté et qu'il décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 - CHAMP D'APPLICATION

L'article 2 du *Règlement sur l'épandage de fertilisants* est modifié par l'ajout, après le premier paragraphe du paragraphe suivant :

« Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, de façon générale, l'interdiction d'épandre s'applique en ajustant les dates pour couvrir d'une année à l'autre la grande fin de semaine de trois jours associée :

- à la Fête nationale;
- à la première semaine des vacances de la construction (vendredi, samedi et dimanche);
- à la deuxième semaine des vacances de la construction (vendredi, samedi et dimanche);
- à la fête du Travail.»

ARTICLE 3 - ENTRÉE EN VIGUEUR

Ce règlement entre en vigueur conformément à la loi.

2018-09-189 **Activité inauguration Sentiers équestres**

CONSIDÉRANT la demande du Club Les Sentiers Équestres de d'Autray, en date du 10 août 2018, de procéder à l'inauguration d'une portion du Sentier Transcanadien dans la municipalité de Saint-Didace;

CONSIDÉRANT que pour la réalisation de cette activité, le Club Les Sentiers Équestres souhaite organiser une conférence de presse ainsi qu'une randonnée équestre et ce au Parc Claude Archambault;

CONSIDÉRANT que la circulation à cheval est permise sur les chemins municipaux;

CONSIDÉRANT que la randonnée aura lieu à partir du Parc Claude Archambault à 10 h et empruntera la portion village (349 et rue Du Pont), le chemin de Lanaudière et ensuite le chemin Saint-Guillaume pour revenir au Parc Claude Archambault vers 14 h;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par monsieur le conseiller Jacques Martin, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard, et résolu

D' accorder un accès au Parc Claude Archambault pour débarquer les chevaux et organiser une conférence de presse le 20 octobre 2018 dès 8 h 30;

QUE le conseil réitère son autorisation, tel que stipulé dans la résolution 2015-10-131, pour l'utilisation, par le Club Les Sentier Équestres de d'Autray, du rang Saint-Guillaume (du village jusqu'à Saint-Barthélemy) en passant par la rue Du Pont et par le chemin de Lanaudière pour le passage du Sentier Transcanadien dans la municipalité de Saint-Didace; sur ces lieux il devra y avoir des balises et de la signalisation pour les utilisateurs.

Adoptée à l'unanimité

2018-09-190 **Journée de la Culture**

CONSIDÉRANT l'engagement prise par la municipalité de Saint-Didace de proclamer les Journées de la Culture, le dernier vendredi de septembre et les deux jours suivants de chaque année, dans le but de manifester de façon tangible l'attachement qu'elle porte à la culture;

CONSIDÉRANT que deux évènements auront lieu sur le territoire de la municipalité au 511 rue Principale ayant comme titre *Jouer avec les titres* et au 1047 chemin de Lanaudière ayant comme titre *Folie des Arts au Jardins des fées*;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par madame la conseillère Élisabeth Prud'homme, appuyé par monsieur le conseiller Pierre Brunelle, et résolu que le conseil municipal octroie un montant de 200 \$ pour la tenue des Journées de la Culture aux participants inscrits sur le site internet des Journées de la Culture et qui en font la demande par écrit au bureau de la Municipalité.

Adoptée à l'unanimité

Période de questions

2018-09-191 **Levée de l'assemblée**

Il est proposé par madame la conseillère Jocelyne Bouchard, appuyé par madame la conseillère Jocelyne Calvé et résolu que cette assemblée soit levée à 20 h 00.

Adopté à l'unanimité

Yves Germain
Maire

Chantale Dufort
Directrice générale

Je, Yves Germain, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.